

Orientations de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes relatives à la mutualisation des réseaux en fibre optique.

Contribution de Free, le 7 mai 2009

Lors de l'adoption de la Loi pour la Modernisation de l'Economie, le législateur et le gouvernement avaient souhaité que la partie terminale des réseaux fibre soit mutualisée :

- un seul opérateur dans l'immeuble pour diminuer les coûts de câblage et minimiser les nuisances dans les parties communes pour les bailleurs et les copropriétés
- un accès de tous les opérateurs aux lignes optiques dans des conditions raisonnables, pour garantir l'accès des ménages à une pluralité d'offres de services très haut débit

Presque un an après la promulgation de la loi, la réalité est tout autre. France Télécom a préempté quatre vingt pourcents des conventions avec les copropriétés, imposé un point de mutualisation intérieur et refuse de construire les raccordements des ménages qui souhaitent s'abonner aux services d'un autre opérateur. Chaque opérateur doit donc pénétrer dans la cave pour se connecter au point de mutualisation puis construire lui-même les raccordements de ses abonnés.

France Télécom refuse en outre de poser plusieurs fibres par logement, même lorsque Free lui propose d'en payer intégralement le surcoût. France Télécom interdit en pratique à Free de déployer un réseau optique point à point. L'Autorité avait recommandé à l'automne dernier de poser plusieurs fibres par logement. Les réseaux point à point sont considérés par l'Autorité et par la Commission européenne comme performants, pérennes et ouverts à la concurrence.

Mais jusqu'à ce jour, France Télécom refuse d'appliquer les recommandations de l'Autorité de régulation et plus généralement des pouvoirs publics. Le marché du très haut débit est aujourd'hui verrouillé, l'opérateur historique s'assure qu'aucun opérateur ne sera en mesure de déployer une infrastructure plus performante, ou tout simplement différente, de celle qu'il a retenue. La situation est de moins en moins réversible.

Free souhaite que l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes puisse prendre rapidement les décisions qui s'imposent pour assurer un développement harmonieux et concurrentiel du marché du très haut débit, dans le respect de la volonté du législateur. La présente contribution de Free à la consultation publique de l'Autorité s'inscrit dans cette perspective.

Introduction

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes a conduit depuis le début de l'année des expérimentations portant sur la mutualisation des réseaux de fibre optique, en associant les opérateurs concernés. Free souhaite remercier le Président, les membres du Collège et les services de l'Autorité de leur implication sur ce sujet ardu et pour la qualité du travail accompli.

L'Autorité a publié le 7 avril dernier un document d'orientations soumis à consultation publique. Free estime indispensable que l'Autorité adopte suite à la consultation publique un texte de portée réglementaire, juridiquement opposable à l'ensemble des opérateurs. En tant que de besoin, une évolution législative pourrait être envisagée.

A l'été 2008, l'Autorité avait justifié l'absence de régulation - c'est-à-dire de mutualisation - de la sous boucle locale optique de l'opérateur historique entre le point de mutualisation et le logement des abonnés par la perspective d'une future régulation symétrique de ce segment de réseau. Si une régulation symétrique n'est pas rapidement mise en œuvre, l'Autorité devrait en tirer toutes les conséquences et réguler la sous boucle locale optique de l'opérateur historique.

Le déploiement des réseaux en fibre optique est un des grands chantiers pour les prochaines années, potentiellement générateur d'emplois, de croissance durable. Un réseau de boucle locale filaire est déployé tous les vingt à trente ans, avec d'abord le téléphone il y a cinquante ans, puis le câble il y a vingt cinq ans et désormais la fibre optique. L'importance des enjeux et l'absence d'accord spontané entre opérateurs justifient une intervention vigoureuse et rapide des pouvoirs publics.

La consultation publique de l'Autorité vise pour l'essentiel à définir une zone dense. Dans cette zone dense plusieurs réseaux de communications électroniques en fibre optique seraient déployés jusqu'aux immeubles et jusqu'aux logements. D'un point de vue réglementaire dans la zone dense :

- un opérateur déployant un réseau dans un immeuble devraient accepter de poser des fibres surnuméraires au bénéfice d'un autre opérateur, si celui-ci en fait la demande et cofinance le déploiement du réseau
- l'opérateur d'immeuble aurait le droit d'installer un point de mutualisation à proximité immédiate de l'immeuble, voire à l'intérieur pour les plus grands, charge aux autres opérateurs de se déployer jusqu'à chaque immeuble pour s'y raccorder

Dans la zone moins dense, une seule fibre serait déployée, éventuellement avec des subventions publiques, et partagée entre les opérateurs. Un opérateur serait donc libre de refuser les demandes de co-investissement des autres opérateurs. En contrepartie, il devrait leur proposer un point de mutualisation desservant un plus grand nombre de lignes, et donc proportionnellement moins coûteux à raccorder. L'étude de la faisabilité technique, économique et juridique de cette deuxième obligation ferait l'objet de travaux futurs.

Pourquoi poser plusieurs réseaux optiques ?

En première approche, il peut sembler étrange de poser plusieurs réseaux de fibre optique vers chaque appartement. Les promoteurs d'une approche monofibre estiment qu'une seule fibre optique pourrait être utilisée par plusieurs fournisseurs de service et coûterait certainement moins cher à installer que plusieurs fibres. Ils font souvent référence à l'eau ou à l'électricité, domaines où un seul réseau dessert les logements.

Dans le domaine des télécommunications ce n'est pas aussi vrai. Dans les pays les plus dynamiques en matière d'accès Internet, comme les pays du Benelux, en Asie ou aux Etats-Unis il y a déjà deux réseaux par logement, la boucle locale téléphonique et le réseau câble. En France, les zones denses ont été équipées, sous l'impulsion des pouvoirs publics, par ces deux réseaux filaires. De même, pour les réseaux mobiles, les pouvoirs publics de la plupart des pays ont jugé pertinent de laisser plusieurs opérateurs déployer des boucles locales, même si un seul réseau aurait été moins coûteux. Pour la fibre optique, la Commission européenne estime dans son projet de recommandation que la pose de plusieurs fibres par logement est la meilleure solution. Le régulateur suisse a demandé la pose de quatre fibres par logements.

Tout l'enjeu de la mutualisation, c'est d'arriver à poser plusieurs réseaux optiques simultanément pour éviter de démultiplier les coûts et les nuisances que générerait une pose séquentielle des réseaux. Dans ce cas de pose mutualisée, les travaux menés sous l'égide de l'Autorité ont montré que le surcoût est faible, de l'ordre de dix pourcents pour poser un réseau supplémentaire. Les bénéfices induits par la pose de plusieurs réseaux justifient pleinement ce surcoût, et sont exposés ci-après. Au demeurant, nous rappelons que Free est prêt à assumer intégralement, et en préfinancement, le surcoût modeste de la pose de fibres surnuméraires.

Pour proposer aux abonnés une activation et une migration sans coupure

Lorsqu'il y a une seule liaison par logement, utilisée par plusieurs opérateurs, tant le changement d'opérateur que le déménagement des clients finaux sont complexes. Il est extrêmement compliqué de synchroniser la résiliation, l'abonnement et la nécessaire intervention humaine sur le réseau pour commuter la liaison du client final entre l'ancien et le nouveau réseau de son fournisseur. Nous avons désormais une bonne expérience avec le dégroupage, où la même paire de cuivre est partagée par plusieurs fournisseurs de services différents :

- un changement d'opérateur induit une coupure de service qui dure rarement moins d'une semaine et peut s'étendre jusqu'à plus d'un mois ; obtenir un abonnement haut débit après un déménagement prend souvent plusieurs semaines ;
- dans une proportion non négligeable de cas, cinq pourcents selon les indicateurs publiés, il y a une erreur humaine et un client qui n'a rien demandé est débranché ; ces écrasements à tort génèrent dix milles plaintes par an, triste record des plaintes devant la DGCCRF.

Il n'existe aucun élément objectif permettant d'affirmer que la qualité de service en cas de migration ou de déménagement serait demain meilleure sur une architecture monofibre optique que celle constatée aujourd'hui sur la paire de cuivre téléphonique. Au contraire, ce sera pire. La coupure de la

liaison optique induira à moyen terme une perte du téléphone, de l'Internet, des bibliothèques en lignes de disques et de vidéo, et de la diffusion audiovisuelle. Les ménages passent plus de trois heures par jour à regarder les contenus audiovisuels. Les adolescents passent un temps équivalent à consulter Internet. Les problèmes de migration qui sont difficilement tolérables sur le haut débit seront rédhibitoires demain sur le très haut débit.

La pose de plusieurs réseaux permet d'améliorer la qualité de service. Le client peut s'abonner aux services d'un nouvel opérateur avant de résilier son abonnement précédent une fois la nouvelle liaison activée. Surtout, chaque opérateur peut préactiver son réseau. Une mise en service dans la journée suivant la souscription est possible, comme cela était possible pour le service téléphonique ou pour le service antenne fourni sur le câble. Cet avantage est loin d'être négligeable, vingt pourcents des abonnés déménageant ou changeant d'opérateur chaque année.

Pour déployer un réseau point performant

Il existe deux grands types de réseaux optiques. Les réseaux points à multipoints, dits PON, sont majoritairement déployés pour la clientèle résidentielle. Leur déploiement est souple et relativement peu coûteux dans un premier temps, mais leurs performances sont limitées. Les réseaux point à point sont légèrement plus coûteux à déployer, moins chers à exploiter et surtout plus résilient et plus performants en termes de débits et de services. Ils permettent également de minimiser les coûts d'exploitation. Ces réseaux sont privilégiés par tous les grands opérateurs, dont l'opérateur historique en France, pour leurs clients professionnels.

En France, actuellement France Télécom a fait le choix d'un déploiement PON pour sa boucle locale optique résidentielle, tout en continuant à déployer des boucles locales optiques point à point pour les entreprises. Free a fait le choix d'un déploiement exclusivement point à point, car nous souhaitons pouvoir nous démarquer en proposant un meilleur service que nos concurrents, en termes de débit et de résilience du réseau. Nous comprenons que SFR déploie dans certains cas des réseaux PON, par exemple à Marseille, et dans d'autres cas des réseaux point à point, par exemple dans d'autres quartiers parisiens ou à Cherbourg.

Dans un réseau PON, une fibre doit être amenée jusqu'à proximité de l'immeuble. Un dispositif de séparation des longueurs d'ondes, dénommé splitter, partage ensuite le débit de cette fibre unique entre plusieurs fibres allant vers chaque logement desservi. Les splitters de plusieurs opérateurs peuvent être installés dans un même point de flexibilité. Lorsque le client change d'opérateur, une intervention est nécessaire en pied d'immeuble pour basculer la fibre du client final entre les splitters et donc les réseaux de l'ancien opérateur et du nouveau. Les réseaux PON s'accommodent donc d'une architecture monofibre, ce qui a conduit à l'accord entre France Télécom et SFR.

Dans un réseau point à point, une fibre est déployée par logement, donc en continuité optique entre le répartiteur optique de l'opérateur (NRO) et la prise du client final. Il serait techniquement et économiquement absurde de déployer une fibre par logement entre le NRO et le pied d'immeuble, pour finalement s'arrêter là et ne pas desservir chaque logement. Dans une architecture point à point, l'opérateur a donc besoin d'une fibre dédiée entre le point de mutualisation et la prise installée dans chaque logement.

La pose d'une architecture multifibres, c'est à dire avec plusieurs fibres tirées entre le point de mutualisation et les logements, permet de faire cohabiter les deux technologies. Une fibre est utilisée par les opérateurs PON, une fibre est dédiée à chaque opérateur point à point. Rien n'interdit que chaque opérateur PON puisse disposer d'une fibre dédiée, s'il le souhaite. A l'inverse, le choix d'une architecture monofibre rend très difficile le déploiement de réseaux point à point, et donc le plan de déploiement de Free.

Nous pensons que l'Autorité doit imposer une architecture multifibres car celle-ci évite d'avoir à faire un choix irréversible en faveur des réseaux PON. Il convient de noter que l'Autorité a souhaité que les réseaux optiques déployés dans le cadre des réseaux d'initiative publics soient point à point. La Commission européenne prépare des recommandations allant dans le même sens, en estimant que les réseaux point à point sont plus performants, pérennes, évolutifs et ouverts que les réseaux PON. Free ne demande qu'à pouvoir déployer un réseau point à point, conforme aux recommandations du régulateur et de la Commission.

Pour fournir des services innovants, d'un point de vue technique et tarifaire

Dans les zones denses, les parts de marché sont relativement équilibrées entre les principaux opérateurs. Free commercialise son offre triple play très haut débit à 29,99 € par mois à un tiers des abonnés très haut débit, soit environ un ménage sur cinq. Dans une architecture monofibre, les seuls revenus sont ceux générés par les abonnés à une offre multiservices. L'Autorité estime que le passage à la fibre optique pourrait générer cinq euro de revenu supplémentaire par abonné et par mois pour les opérateurs, liés à l'apparition de nouveaux services.

Avec un déploiement point à point multifibres, le réseau de Free arriverait dans les logements de tous les ménages, pas seulement dans ceux de ses abonnés. Free pourrait alors leur commercialiser des services attractifs, par exemple un triple play social, un abonnement téléphonique à quelques euros par mois ou commercialisé en prépayé, un service antenne. Nous pensons qu'un nombre non négligeable de personnes travaillant à la maison pourraient souscrire à un second abonnement en secours de leur abonnement fibre principal. Free pourrait également louer ses fibres optiques à des fournisseurs de services indépendants, susceptibles de commercialiser des services de portier vidéo, de télégestion domotique ...

Avec une architecture point à point fondée sur un déploiement multifibres dans les immeubles, Free peut espérer commercialiser des offres innovantes et attractives aux ménages qui ne seront pas abonnés à notre offre triple play. Une des cibles privilégiée est naturellement les vingt pourcents de ménages actuellement exclus des réseaux fixes pour des raisons économiques. Il est facile de voir que la commercialisation de tels services se fera au bénéfice des consommateurs, mais également de l'équilibre économique des déploiements fibres. Les câblo-opérateurs ne font d'ailleurs pas autre chose en commercialisant un service antenne. Free propose déjà une offre de triple play social avec un abonnement gratuit, seules les communications téléphoniques étant facturées.

Pour certains opérateurs dominants, ce scénario multifibres semble présenter un inconvénient en ce qu'il renforcerait la concurrence entre opérateurs et ne leur permettrait plus de capter des rentes de situation indues, par exemple sur l'abonnement téléphonique. Interdire l'émergence d'une vraie concurrence par les infrastructures nous semble être la seule raison pour laquelle l'opérateur

historique refuse depuis plus d'un an d'engager des négociations avec Free pour la pose de fibres surnuméraires dans les immeubles qu'il équipe.

Free a proposé de payer tous les surcoûts de la deuxième fibre, une proportion équitable des coûts communs à la première et à la deuxième fibre, de préfinancer ses déploiements et d'apporter toutes les garanties bancaires qui pourraient être demandées. Depuis la publication des orientations de l'Autorité, nous avons sollicité l'opérateur historique par courrier, mail et téléphone en confirmant nos engagements de préfinancement. Nous nous sommes heurtés à un refus total, ne serait-ce que d'engager des négociations.

La Loi pour la Modernisation de l'Economie a été promulguée depuis bientôt un an. Depuis, France Télécom a équipé 700 000 ménages en architecture monofibre. Ces ménages ne bénéficieront jamais des services innovants qui auraient pu être proposés par Free ou des fournisseurs de service indépendants utilisant son réseau point à point. Ce mouvement de préemption doit être stoppé d'une manière ou d'une autre, dans l'intérêt de Free, mais également des consommateurs. L'absence de décision crée une situation qui sera de moins en moins réversible.

Quelle zone dense ?

L'Autorité s'est engagée sur la voie d'une définition administrative d'une zone dense, dans laquelle il y aurait plusieurs réseaux optiques et où les points de mutualisation intérieurs seraient autorisés pour les immeubles de grande taille. Nous ne sommes pas opposés à une telle approche, sous réserve que la zone soit suffisamment large pour ne pas remettre en cause le plan de déploiement à moyen terme de notre réseau point à point.

En effet, dans une commune classée en zone peu dense, un opérateur pourra préempter le marché en équipant les immeubles les plus attractifs avec une architecture monofibre. Cette préemption sera irréversible, même si l'Autorité fait évoluer sa liste *ex-post* pour classer cette commune en zone dense. Une telle préemption est possible et économiquement attractive, donc probable.

En particulier, nous souhaitons attirer l'attention de l'Autorité sur le fait qu'installer un point de mutualisation extérieur n'est absolument pas impossible pour les grands immeubles. Les grands bailleurs, notamment sociaux, possèdent en général du foncier adjacent à leurs immeubles et sont demandeurs d'une sortie du point de mutualisation, pour limiter les interventions dans la cage d'escalier. L'idée avancée par certains selon laquelle l'interdiction, en zone peu dense, d'une installation du point de mutualisation à l'intérieur des grands immeubles interdirait de facto tout déploiement des opérateurs, donc éviterait toute préemption du marché et forcerait *in fine* les opérateurs à mutualiser leurs réseaux nous paraît pour le moins aléatoire.

L'Autorité aurait pu choisir une approche différente, en laissant le marché définir le zonage pertinent. Il serait possible de dire que la pose de fibres surnuméraire est obligatoire sur tout le territoire, sous réserve que l'opérateur demandeur la paye. Dans les zones peu denses, le marché se serait autorégulé. Par exemple, Free n'aurait peut être pas demandé au syndicat d'électrification de l'Ain, qui a engagé un plan de déploiement fibre, de poser des fibres surnuméraires. De même,

l'Autorité aurait pu autoriser sur l'ensemble du territoire national l'installation d'un point de mutualisation dans les grands immeubles, sous réserve qu'au moins trois opérateurs se soient accordés sur sa localisation.

La zone dense sera celle dans laquelle il y aura plusieurs, au moins deux, boucles locales fibre très haut débit jusqu'à chaque logement. La zone peu dense sera celle où il n'y en aura qu'une. Nous estimons que le passage du haut au très haut débit ne doit pas avoir pour effet de limiter la concurrence en infrastructures en France. La zone dense doit donc englober entièrement la zone actuellement câblée, où il y a d'ores et déjà une concurrence entre deux infrastructures de boucle locale métallique.

Nous estimons pour notre part être en mesure d'équiper en fibre environ 7 à 8 millions de prises avec une rentabilité raisonnable. Les coûts de référence figurent en annexe. La structure de notre actionnariat nous permet de viser une rentabilité à long terme sans nous soucier autant que les autres opérateurs de la rentabilité des capitaux investis au cours des premières années de montée en charge. Nous prévoyons de déployer à partir de l'été 2009 environ 400 000 prises par trimestre.

Le plan de déploiement de quatre millions de prises actuellement communiqué au marché sera atteint fin 2012, pour un investissement de l'ordre du milliard d'euros. Il est intégralement financé par la marge nette dégagée par les activités ADSL. Un plan de déploiement cible à 7 millions serait atteint courant 2014, avec la même logique. Le dossier n'a pas de lien avec celui de la quatrième licence mobile, ce projet étant encapsulé dans une société projet distincte, dont le plan de financement est d'ores et déjà sécurisé.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous souhaitons que l'Autorité, si elle devait restreindre le multifibres à une zone dense définie réglementairement, choisisse la zone d'emprise du câble, élargie aux plans de déploiement d'ores et déjà engagés ou prévus par les opérateurs. Cette zone devrait pouvoir être étendue à terme, si le déploiement des réseaux fibres devait déborder sensiblement de la zone d'emprise du câble.

Quelle action à l'extérieur des zones très denses ?

Free adhère aux grandes lignes de la démarche proposée par l'Autorité en troisième page de sa consultation publique et participera activement aux travaux qui seront menés sous son égide.

Nous souhaitons rappeler que Free propose depuis trois ans aux autres opérateurs une mutualisation au niveau du NRO. Il s'agit du mode de déploiement le plus efficace économiquement, car les coûts de l'ensemble de la boucle locale optique sont partagés entre les opérateurs. Pour nos premiers déploiements nous avons construit des NRO de grande taille, plusieurs dizaines de milliers de lignes. Nous pouvons envisager d'installer pour le futur des NRO de plus petite taille, par exemple mille ou deux mille lignes, afin d'accéder à la demande de SFR de disposer d'un point de mutualisation au niveau de la sous boucle locale optique.

Nous attirons l'attention de l'Autorité sur le fait que les travaux préparatoires à la mutualisation des réseaux en zones peu denses ne pourront pas être engagés de manière efficace tant que la question de la mutualisation multifibres en zone dense ne sera pas réglée. En effet, pour ne pas rester théoriques, les principes arrêtés par l'Autorité doivent être appliqués par les opérateurs. Or l'expérience de la mutualisation en zone dense, rappelée ci-après, a montré que cette application n'allait pas de soi.

Ainsi, nous avons conduit collectivement des travaux sur la mutualisation depuis presque deux ans. L'Autorité a conclu à l'opportunité de la mutualisation multifibres et publié des recommandations en ce sens à l'automne dernier. France Télécom a refusé de les appliquer. L'Autorité a donc engagé une nouvelle phase de travail, avec une cinquantaine de réunions au cours des quatre derniers mois. Les travaux techniques ont de nouveau conclu à l'opportunité d'une mutualisation multifibres. L'Autorité a publié des orientations en ce sens début avril.

France Télécom refuse de nouveau de s'y conformer, et a refusé d'engager des discussions avec Free au cours des dernières semaines. Plus explicitement, France Télécom estime, à l'oral et par écrit, que l'Autorité outrepasserait ses pouvoirs, qu'elle contesterait une éventuelle décision, qu'elle ne se sent rien tenue par les recommandations, orientations ou lignes directrices qui pourraient être publiées.

Tant que l'Autorité n'aura pas contraint par voie réglementaire l'ensemble des opérateurs, dont France Télécom, à respecter ses orientations, les travaux et orientations resteront sans effet sur le marché. Il paraîtrait peu utile d'engager un nouveau cycle de travail pour les zones peu denses si les conclusions du premier cycle de travail pour les zones denses devaient rester inappliquées.

Pose de fibre surnuméraires en zone dense

Free partage les orientations de l'Autorité, qui reflètent fidèlement les conclusions du travail qui a été conduit sous son égide depuis le début de l'année. Nous avons néanmoins deux remarques.

L'Autorité estime qu'il pourrait être déraisonnable d'imposer la fibre surnuméraire en zone peu dense, car le génie civil pourrait être saturé. Il convient de rappeler que l'Autorité ne vise pas à imposer la fibre surnuméraire mais à offrir la faculté à un opérateur d'en bénéficier, s'il accepte d'en payer les surcoûts. Si la pose de fibres surnuméraires sature le génie civil, il y a deux cas de figure : soit l'opérateur demandeur estime que le surcoût est trop important et renonce à celles-ci, soit il prend en charge les frais de désaturation. L'offre d'accès au génie civil de France Télécom est construite de manière à interdire le risque de saturation du génie civil, y compris en cas de pose de fibres surnuméraires.

Une deuxième remarque, plus fondamentale, porte sur la répartition des coûts entre les opérateurs dans le cadre de la mutualisation multifibres. Free estime que chaque opérateur doit payer les coûts spécifiques induits par son architecture, et une proportion équitable des coûts communs de déploiement. Une proportion équitable pour chaque opérateur semblerait être le coût commun divisé par le nombre d'opérateurs clients.

En particulier, le point de mutualisation avec brassage pour les opérateurs PON ne doit pas entrer dans le périmètre des coûts communs supportés par les opérateurs point à point, car ceux-ci n'utilisent pas ce point de mutualisation avec brassage, mais soudent directement leur fibre. De la même manière, si SFR installe demain un point de mutualisation avec brassage au sous répartiteur optique, il ne doit pas facturer l'ensemble de cette sous boucle à un opérateur qui viendrait chercher une fibre surnuméraire dédiée en pied d'immeuble.

De la même manière, Free a posé une architecture bifibres dans la plupart des immeubles, une fibre étant prolongée jusqu'à un point de mutualisation avec brassage, situé au NRO, l'autre fibre surnuméraire étant laissée libre en pied d'immeuble. Free n'envisage pas de faire payer dans le prix de cette fibre surnuméraire en pied d'immeuble une quote-part du coût de son point de mutualisation brassé au NRO.

Symétriquement, nous ne comprendrions pas devoir payer une quote-part du coût du point de brassage de France Télécom ou de SFR, que celui-ci soit situé dans la cave, dans la rue, au SRO ou au NRO, si nous n'utilisons pas ce point de brassage. Dès lors qu'un élément de réseau n'est pas utilisé par un opérateur il paraît difficile de considérer que cet opérateur devrait en supporter le coût.

Localisation du point de mutualisation

La loi pour la modernisation de l'économie impose comme règle générale un point de mutualisation situé hors de l'immeuble, sauf dans les cas définis par l'Autorité de régulation. Un point de mutualisation extérieur diminue le coût global de déploiement et évitant que plusieurs opérateurs aient à supporter le coût d'adduction des immeubles, celui-ci étant rédhibitoire pour les immeubles de petite taille où chaque opérateur n'a que quelques clients potentiels.

Les bailleurs sont également demandeurs d'un point de mutualisation extérieur, afin d'éviter un défilé d'opérateurs dans leurs parties communes. Une architecture monofibre avec point de mutualisation interne cumule deux inconvénients : augmenter le coût de desserte des abonnés et multiplier les interventions dans les parties communes. Le droit à la fibre ne peut emporter l'obligation pour les propriétaires d'ouvrir largement leurs parties communes à du personnel qu'ils n'auraient pas préalablement autorisé.

Pour ce deux raisons, il nous semble que la faculté de dérogation accordée à l'Autorité ne devrait pas conduire à modifier complètement le texte de la loi, et doit donc rester relativement exceptionnelle.

Nous sommes tout à fait favorable à ce qu'une dérogation soit accordée dans les zones où certains opérateurs déploient dans des égouts visitables et d'autres dans le génie civil de France Télécom. Le seul point de rencontre des deux réseaux se situe en effet dans la cave de l'immeuble. Un point de mutualisation extérieur, qu'il soit dans la rue ou dans l'égout, générerait des surcoûts inutiles.

Il convient de rappeler que l'installation d'un point de mutualisation intérieur n'est cependant pas sans inconvénient. Le bailleur peut en effet refuser l'accès des opérateurs tiers, et interdire de fait la mutualisation. Nous avons actuellement cette difficulté avec le patrimoine de l'OPAC de Paris, dans

lequel résident plusieurs dizaines de milliers d'abonnés Free. SFR a remporté le marché de l'OPAC, installé de la fibre dans les colonnes montantes des immeubles, et installé logiquement un point de mutualisation interne. Free ne peut accéder à ce point de mutualisation parce que l'OPAC nous refuse, depuis maintenant six mois, l'entrée dans les immeubles.

Nous ne voyons pas d'obstacle à ce qu'une dérogation puisse être accordée pour les grands immeubles, sous réserve que le bailleur le souhaite ou l'accepte. Dans les vingt plus grandes villes, la moitié des logements environ sont situés dans des immeubles de plus de douze logements. Autoriser l'installation d'un point de mutualisation intérieur dans ces immeubles de plus de douze logements semblerait davantage procéder d'une réécriture de la loi par l'Autorité que d'une dérogation.

Il nous semblerait plus raisonnable à ce stade de se limiter aux seuls immeubles de plus de vingt quatre logements, qui concentrent un quart des ménages, et de chercher conformément à la loi des solutions de mutualisations extérieures pour les autres. Si aucune solution de mutualisation raisonnable n'est trouvée pour les immeubles plus petits, le seuil de vingt quatre logements pourra être abaissé dans six ou douze mois. Il y a assez d'immeubles de plus de vingt quatre logements dans les zones de déploiement actuellement couvertes pour saturer les capacités de tirage de sous traitants pendant plusieurs trimestres.

Réalisation des raccordements paliers

Le schéma dans lequel l'opérateur d'immeuble réalise l'intégralité des raccordements palier nous paraît clair, tant pour l'installation que pour la maintenance. Il s'agit du schéma dans lequel nous sommes actuellement pour le dégroupage. Le client passe commande à l'opérateur commercial, qui la répercute à l'opérateur d'immeuble, qui réalise les travaux nécessaires. En cas de défaillance supposée du réseau d'immeuble, le même circuit est activé, comme en dégroupage.

L'Autorité envisage d'imposer un scénario alternatif, où l'opérateur commercial réalise lui-même les opérations d'installation et de maintenance entre le local du client et le point de raccordement palier. Nous avons eu l'occasion d'exprimer dans le cadre des groupes de travail notre réticence à un tel mécanisme, qui nous paraît aventureux d'un point de vue juridique et technique.

D'un point de vue juridique, le bailleur a choisi un opérateur d'immeuble. Il peut donc légitimement s'opposer à l'entrée dans son immeuble d'intervenants tiers qui n'agiraient pas en tant que sous traitant de l'opérateur d'immeuble avec lequel il a contracté, ou qui aurait avec lui des liens contractuels ou de responsabilité trop ténus.

La notion de mandat ne nous semble pas complètement claire dans le texte de l'Autorité. Plaçons-nous dans le cas d'un immeuble déployé par Free ou France Télécom veut réaliser un raccordement palier. Si l'agent de France Télécom ou de son sous-traitant dégrade les parties communes, qui est responsable vis à vis du bailleur ? Quelle est la nature exacte de la relation entre le bailleur et le sous traitant de France Télécom ? Et entre celui-ci et Free ? Comment appliquer des pénalités en cas de travail mal fait ou réalisé en retard ?

Les travaux récents sous estiment clairement l'attachement des français aux droits attachés à la propriété privée. Imaginer que chaque opérateur pourra dans chaque immeuble obtenir les accès (code, clefs, disponibilité du gardien) et le droit d'effectuer des travaux de raccordement palier est, à notre sens, illusoire. Ces opérations ne sont déjà pas évidentes à faire accepter pour l'opérateur d'immeuble. Les opérateurs qui n'auront aucun lien avec le syndic de copropriété n'arriveront pas à faire accepter leurs travaux dans les parties communes et les inévitables nuisances (percements, bruit, poussière) qui en découleront.

Par ailleurs, d'un point de vue technique, l'intervention de plusieurs opérateurs ou de plusieurs sous traitants sur un même réseau optique d'immeuble nous semble difficile à synchroniser. L'intégrité du système d'information sera très difficile à maintenir. Une traçabilité des interventions sera impossible à assurer. L'opérateur d'immeuble devra donc prendre à sa charge la réparation de fibres cassées, sans pouvoir identifier l'opérateur ou le sous traitant à l'origine de la panne. Les travaux menés au cours de quatre derniers mois n'ont pas permis de stabiliser les processus et les responsabilités réciproques de l'opérateur d'immeuble et de l'opérateur commercial.

D'un point de vue économique, il semble un peu difficile que l'opérateur d'immeuble puisse exiger des opérateurs commerciaux la construction à leur frais des raccordements vers leurs clients pour en abandonner la pleine propriété à l'opérateur d'immeuble. Une telle expropriation contractuelle permettant un enrichissement sans cause de l'opérateur d'immeuble serait jugée comme une clause léonine. France Télécom ayant commencé à déployer dans ses fourreaux avant les autres opérateurs a une avance significative en matière de signature d'accords de copropriété. Un tel mécanisme reviendrait à faire payer aux opérateurs alternatifs le réseau de l'opérateur historique, facilitant ainsi sa préemption du marché émergent du très haut débit.

L'opérateur d'immeuble ne doit donc pas pouvoir refuser de réaliser les raccordements palier si leur construction est demandée par un opérateur commercial. Leur construction représente les trois quart du travail d'équipement d'un immeuble et est donc consubstantielle à la notion même d'opérateur d'immeuble. Si un opérateur ne souhaite pas réaliser les raccordements palier dans un immeuble, il a le loisir de ne pas proposer au bailleur d'être opérateur d'immeuble. Nous ne sommes d'ailleurs pas certains que la communication auprès des bailleurs ait été faite de manière parfaitement transparente sur ce sujet par tous les opérateurs.

En tout état de cause, il convient de s'assurer que la décision à intervenir de l'Autorité ne remette pas en cause le droit de propriété des bailleurs, et notamment leur faculté à s'opposer à l'entrée de leurs immeubles d'intervenants avec qui ils n'auraient aucun lien contractuel. De même, la décision ne saurait conduire à autoriser un opérateur A à intervenir sur le réseau d'un opérateur B sans que l'opérateur B n'ait pu définir les spécifications techniques d'intervention, les processus et normes de qualité et les pénalités en cas de défaut.

Dans une optique de loyauté et de transparence avec les bailleurs, Free estime nécessaire que la convention type rédigée par l'Autorité mentionne explicitement le périmètre d'intervention de l'opérateur d'immeuble et les conséquences pour le bailleur. L'installation d'un point de mutualisation intérieur ou, le cas échéant, le refus de l'opérateur d'immeuble de construire les raccordements paliers vers les abonnés d'autres opérateurs doivent être explicités. Dans les deux

cas, le bailleur doit être informé *ab initio* qu'il devra autoriser l'accès de son immeuble à une pluralité d'opérateurs.